



FACULTÉ DE DROIT
ET DE SCIENCE POLITIQUE
AIX - MARSEILLE



LIVRET DESCRIPTIF DES FORMATIONS EN DROIT SUR LES SITES



LES SITES D'ENSEIGNEMENT ?

- ▶ AIX
- ▶ MARSEILLE
- ▶ ARLES

Aix en Provence :
Scolarité accueil étudiants
3, avenue Robert Schuman
13628 Aix-en-Provence Cedex 1
Tél : 04.42.17.25.40/95
04.42.17.27.08
04.42.17.28.33

Marseille :
Enseignements de L1, L2 et L3
110 à 114 la Canebière
13001 Marseille
Tél : 04.96.12.61.51/75

Arles :
Pour les enseignements de L1, L2 et L3
Espace Van Gogh – Place Félix Rey
13627 Arles
Tél : 04.90.49.37.53

LES LICENCES FONDAMENTALES

Droit

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

- Master professionnel et Master recherche Droit
- Master professionnel et Master recherche AEJ
- Master professionnel et Master recherche IEP
- Administration pénitentiaire : Attaché d'administration et d'intendance, Personnel d'insertion et de probation, Educateur
- Justice : Clerc d'huissier, de notaire – Greffier des juridictions civiles
- Immobilier : Agent immobilier
- Concurrence – Consommation – Fraudes : Contrôleur de la DGCCFR
- Administration centrale : Attaché d'administration centrale (IRA)
- Douanes : Inspecteur des douanes
- Fonction publique : concours de catégorie A
- Impôts : Inspecteur des impôts

Administration publique parcours droit

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Fonction publique de l'État, Fonction publique des collectivités territoriales, Fonction publique hospitalière, Carrières du Droit, Agent public : Attaché d'administration et d'intendance, Personnel d'insertion et de probation, Attaché d'administration centrale (IRA), Contrôleur de la DGCCFR, Inspecteur des douanes, Inspecteur des impôts, etc...
Acteur de la vie judiciaire : Avocat, Notaire, Huissier, Avoué, Magistrat.

Administration publique parcours droit option interculturelle étudiants étrangers

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Premiers éléments de préparation aux concours de la fonction publique de l'Union Européenne. Métiers de la culture dans un environnement international. Métiers du tourisme.

LES LICENCES PROFESSIONNELLES

Les Métiers de l'Immobilier dans la construction et la gestion immobilière

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Responsable de copropriété, Responsable de gestion, Adjoint au directeur d'agence immobilière, Négociateur immobilier, Collaborateur d'expert immobilier, Responsable immobilier en milieu bancaire, Responsable immobilier en personnel d'administrations publiques, collectivités locales et HLM, Adjoint au responsable en montage d'opérations immobilières.

Management du Droit et du Transport Maritime

Secteurs d'activités : Compagnies et agences maritimes, Transporteurs aériens et terrestres - Transitaires, Commissionnaires de transport, Courtiers maritimes- Acconiers/stevedores - Chargeurs, Assurances, Experts - Prestataires logistiques, Industries situées sur la place portuaire sur les platesformes multimodales ou dans l'hinterland proche.

Types d'emploi : Agent d'exploitation, affréteur, assistant commercial, shipping/water clark, ship planer
A terme : team leader, superviseur, responsable transport et logistique, responsable exploitation, chef de ligne, manager, directeur. Liste non exhaustive.

Métiers du notariat

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Collaborateurs des offices notariaux.

Masters 1

• Droit de la culture et de la communication :

Secteurs d'activité : Entreprises de presse et de communication – Autorités de régulation – Organismes professionnels – Opérateurs de télévision et de NTIC - Opérateurs de radio – Entreprises de cinéma – Cabinets d'avocats spécialisés – Internet juridique – Collectivités publiques et territoriales – Recherche et enseignement universitaires – Institutions culturelles et artistiques – Sociétés de gestion des droits d'auteur – Entreprises de production – Domaine associatif – Fonctions publiques nationales et internationales

Types d'emplois accessibles : Carrières universitaires – Conseil en entreprise – Avocats spécialisés – Cadres de direction – Agents publics – Conseil juridique – Chef d'entreprise – Journaliste – Conseiller en communication – Attaché de presse – Métiers liés aux arts et à la culture – Fonctionnaires internationaux.

• Droit de la santé :

Les débouchés attendus sont l'accès aux Masters deuxième année de la mention concernée :

►► MASTER RECHERCHE : « Droit privé et public de la santé »

►► MASTER PROFESSIONNEL « Droit médical et pharmaceutique », « Expertise dans le système pénal »

• Droit des Affaires :

Secteurs d'activité : Toutes entreprises du secteur privé et du secteur public – Banques – Établissements financiers - Cabinets d'avocats spécialisés - Cabinets d'audit ou de conseil - Organismes professionnels – Associations – Assurances - Commerce international – Concurrence – Consommation – Environnement – Sport - Organismes sociaux – Administrations - Enseignement et recherche - Nouvelles technologies - Institutions internationales - Transport terrestre - Transport aérien - Transport maritime – Secteur vitivinicole

Types d'emplois accessibles : Juristes d'entreprises – Avocats spécialisés – Conseils en entreprises – Juristes de banque – Chefs d'entreprises – Directeurs de ressources humaines – Gestionnaires d'associations – Gestionnaires et cadres de clubs sportifs – Cadre de compagnies aériennes, d'aéroports et d'organismes et entreprises en relation avec le transport aérien – Cadre d'entreprises de transport terrestre ou maritime – Transitaires – Agents maritimes – Cadres de structures de production ou de commercialisation du secteur vitivinicole – Carrières universitaires – Fonctionnaires nationaux et internationaux – Conseil en propriété intellectuelle.

• Droit international, Droit Européen et Droits Etrangers :

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Préparation aux carrières diplomatiques ; agents des institutions européennes et internationales ; conseils et consultants spécialisés en droit international et/ou européen ; services spécialisés des collectivités territoriales, des entreprises, des organisations non gouvernementales ; responsable de programmes humanitaires.

• Droit Patrimonial, immobilier et notarial :

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Le Master 1 « Droit patrimonial, immobilier et notarial » débouche sur 11 spécialités (Master 2) – Droit immobilier privé et public (MR), – Droit de la responsabilité et des assurances (MR) – Droit et métiers de l'urbanisme et de l'immobilier (MP) – Droit et métiers des assurances (MP) – Droit de la protection de l'environnement – territoires méditerranéens (MP) – Fiscalité personnelle et du patrimoine (MP) – Droit de la banque et des opérations patrimoniales (MP) – Pratique notariale et droit de l'urbanisme et des collectivités locales (Formation permanente) (MP) – Carrière Notariale (MP).

• Droit privé et sciences criminelles :

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Orientation privatiste dans le secteur public, privé, comme associatif : avocat-magistrat- universitaire (maître de conférences ou professeur)- police (officier ou commissaire de police)-gendarmerie-administration pénitentiaire-greffe-protection judiciaire de la jeunesse ...

- **Droit public :**

- Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur public : Fonction publique de l'État-Fonction publique des collectivités territoriales-Fonction publique hospitalière -Recherche en droit public -Défense nationale.

Secteur privé : Secteur para-administratif, Barreau. Magistrats -Juristes de droit public des affaires-Enseignement chercheur-Chercheur- Enseignant-Attaché-Administrateur-Attaché d'Administration centrale- Attaché administratif des services extérieurs de la défense-Attaché administratif de l'Aviation civile-Attaché de préfecture- Attaché administratif des services extérieurs du ministère de la culture-Conseiller des tribunaux administratifs-Administrateur territorial-Inspecteur de la jeunesse et des sports-Inspecteur des Impôts- Inspecteur des douanes-Inspecteur de la répression des fraudes-Inspecteur du travail- Directeur d'hôpital-Conseiller juridique-Emplois fonctionnels de direction-Emplois contractuels de catégorie A dans les collectivités et leurs démembrements (EPCI, SEM, associations..)- Cadres administratifs et juridiques des Armées-Conseil juridique aux armées-Cadre dans les services de l'Armée- Services bancaires et financiers-Sociétés de conseils- Avocats.

- **Etudes urbaines en région méditerranéenne (EURMed) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Missions de conseil et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage urbaine. Leur métier consiste, en tant que salarié ou prestataire de services, à assister la maîtrise d'ouvrage publique, le plus souvent des collectivités locales ou privées.

- **Histoire du droit :**

offre de formation originale sur le plan national et européen qui devrait attirer non seulement des candidats venant de l'ensemble des facultés de droit françaises et européennes mais également des étudiants des IEP et d'autres disciplines des sciences humaines et sociales. Les objectifs reprennent en les développant les objectifs des parcours déjà existants en histoire du droit à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille : formation de chercheurs et d'enseignants - chercheurs de haut niveau, d'une part, et d'autre part formation de professionnels capables de prendre du recul pour aborder les différentes carrières juridiques qu'offrent le monde judiciaire, les administrations et les entreprises. La mention « Histoire du Droit» valorise les potentialités de l'Université en mettant mieux en synergie les équipes de recherche et pédagogiques. La mention débouche sur une spécialité, Master recherche : Histoire des Institutions et des Idées Politiques et sur une spécialité, Master professionnel : " Métiers de la Mémoire et du Patrimoine ".

- **Urbanisme durable et projet territorial :**

Missions de conseil et d'assistance aussi bien dans des collectivités locales (services urbanisme des communes ou des intercommunalités, services aménagement du territoire des départements ou des régions...) que dans des cabinets privés ou des sociétés d'économie mixte d'aménagement. Du fait d'une formation pluridisciplinaire et ouverte, les étudiants peuvent intervenir dans des domaines très différents : aménagement urbain ou rural, montage d'opération, politique de l'habitat, environnement, transports et déplacements...

Masters 2

MENTION DROIT PRIVÉ ET SCIENCES CRIMINELLES

- **Droit de la défense (P) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Officier sous contrat (Spécialité « juriste » ou « encadrement »).

Préparation au recrutement sur titres à l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr.

Préparation au concours du Commissariat des Armées et au concours de recrutement des officiers du corps technique et administratif des Armées.

- **Droit privé fondamental (R) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

carrières judiciaires (magistrats, avocats, greffiers et greffiers en chef) et le milieu associatif, notamment dans le domaine de la médiation familiale, ou s'orienter vers le Doctorat et la recherche universitaire.

- **Procédures et voies d'exécution (RP) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Diplôme permet d'abord de préparer des carrières judiciaires : huissier, avocat, avoué et magistrat, sous réserve de la réussite aux examens professionnels ou aux concours spécifiques à ces professions. A cet égard, il a aussi pour objet de susciter l'attrait pour ces professions et d'envisager la préparation à ces examens et concours, spécialement dans le cadre des préparations des IEJ. Il constitue enfin une initiation à la recherche, et ouvre la voie au diplôme de doctorat, ainsi qu'à la carrière universitaire dont il est une des conditions.

- **Lutte contre la criminalité financière et organisée (P) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

enseignement professionnalisé permettant aux étudiants, aux enquêteurs, Magistrats, Officiers de Police Judiciaire de la Gendarmerie et de la Police, Agents des Douanes et du Fisc, Agents de la Banque de France, et des institutions européennes etc ...) d'acquérir la technicité nécessaire à la lutte contre le crime organisé. Mais également aux entreprises et personnes soumises à la déclaration de soupçon, aux organisations professionnelles, aux professions du droit et du chiffre, aux sociétés d'audit et de conseil et aux sociétés commerciales et industrielles souhaitant se prémunir des risques liés aux fraudes internes et à la corruption. Le diplôme intègre l'approche des sciences de gestion et de la finance ainsi que des sciences criminelles. L'étude des mécanismes, produits et procédures ou montages est systématiquement orientée vers des cas pratiques, dans le but de mettre à jour les comportements liés à la délinquance et à la criminalité financière. Les cas et dossiers sont constitués en étroite concertation avec les membres du groupe DELFI.

Ce diplôme est mis à jour en concertation avec des institutions européennes, des magistrats et des officiers de police judiciaire. La formation se situe dans un contexte national et européen par son contenu, par ses intervenants et par l'intérêt qu'elle suscite dans les autres pays de l'Union.

Ce programme permet aux étudiant et aux professionnels chargés de prévention et / ou de la répression de la délinquance financière et la criminalité organisée d'acquérir un diplôme d'État de reconnaissance européenne, de niveau Bac + 5, valorisant leurs acquis professionnels et leur permettant une spécialisation professionnelle dans ce domaine. L'étude des mécanismes, produits et procédures ou montages est en grande partie orientée vers des cas pratiques, dans le but de mettre à jour les comportements déviants liés à la grande délinquance et à la criminalité financière.

- **Lutte contre l'insécurité (P) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur public : Ministère de l'intérieur, IHESI, Police, Gendarmerie, Armées, Marine nationale, Police scientifique, Ministère de la justice Centre de formation, MILDT, MILS, IFRAD, Magistrat, Comité d'insertion probation, Protection judiciaire jeunesse, Médiateur ; Administrations d'exécution des sanctions pénales : Administration pénitentiaire, Douanes, Impôts, Services des fraudes ; Ministère de la ville, Préfecture, Conseils général et régional, Chambre de commerce et d'industrie, Mairie : CLSPD, Comité d'expansion, Office HLM, Agence d'urbanisme, Conseiller en politique de la ville. Secteur associatif : Associations d'aide aux victimes d'infractions (APERS, ADEJ, INAVEM, AVAD, SAVU), ONG, Association d'aide à l'insertion ou à la réinsertion sociale.

Secteur privé : Barreau, Cabinet conseil juridique, Banques, Assurances, Cadre sécurité grandes entreprises, Gardiennage privé, Transports de fonds.

- **Sciences criminelles (R) :**

Administrations et services publics (police, gendarmerie, administration pénitentiaire, protection judiciaire de la jeunesse...) ; Carrières judiciaires (avocat, magistrat, greffier...) ; Université (maître de conférences, professeur), Éducation nationale et grands organismes de recherche ; Organisations européennes et internationales.

- **Théorie du droit (R) :**

S'adresse aux étudiants qui souhaitent compléter leurs études par une réflexion sur les méthodes du droit, une critique du discours juridique et acquérir une conscience aigüe des enjeux sociaux ou moraux que recèle la matière juridique.

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Enseignant-chercheur ; Magistrat judiciaire et administratif ; Avocat ; Juriste d'entreprise ; Jurisconsulte ; Juriste dans les organisations internationales et dans l'Union européenne.

- **Métiers de la Police et de l'Administration pénitentiaire (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Le détenteur de ce diplôme est principalement concerné par les secteurs de la fonction publique ou auxiliaire de la justice intervenant dans le secteur de la jeunesse : Commissaire de Police, Officier, Officier de gendarmerie, Directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Éducateur PJJ, Conseiller d'insertion et de probation.

Parcours application des peines : Le détenteur de ce diplôme est principalement concerné par les secteurs judiciaires et pénitentiaires.

Directeur d'établissement pénitentiaire, Manager d'établissement pénitentiaire, Conseiller d'insertion et de probation, Directeur d'insertion et de probation, Responsable cellule juridique dans une direction régionale de l'administration pénitentiaire, Chargé de mission.

MENTION DROIT DES AFFAIRES

- **Droit comparé appliqué (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Professions libérales ou réglementées : Avocat (sous réserve de l'obtention du CAPA), Notaire (sous réserve de l'obtention du diplôme). Salariés : Juriste d'entreprise (notamment dans les services juridiques internationaux), Juriste dans les chambres de commerce (notamment spécialisé dans l'export), Juriste de banque, Cadres d'organisations internationales (sous réserve de succès à des concours internationaux). Fonctionnaires : Professeurs et maître de conférences des Universités.

- **Droit des affaires internationales (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Profession libérale : Avocat spécialisé dans les affaires internationales. Carrière de juriste en entreprise (entreprises multinationales, entreprises de dimension communautaire, entreprises développant ses exportations).

Tous les postes de juristes dans les institutions ayant un lien avec le commerce international : CCI, COFACE, Commission Européenne, Chambre de commerce, Centre d'arbitrage, etc...

- **Droit des relations de travail (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Juriste d'entreprise, Fonctions dans les directions de ressources humaines, Juriste dans les organisations patronales ou syndicales, Avocat spécialisé en droit social, Conseil en droit social, Auditeur en droit social, Juriste dans un cabinet d'avocat ou d'expertise comptable, Inspecteur du travail...

- **Droit du sport (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Dans le domaine du sport, les juristes sont susceptibles d'exprimer leurs compétences au sein de différentes entités relevant du secteur public et privé : Services des sports des collectivités territoriales, Fédérations sportives nationales et internationales, Associations sportives et clubs sportifs professionnels, Services déconcentrés du ministère de la jeunesse et des sports (DDRJS), Comité national olympique et sportif français et ses comités départementaux et régionaux, Entreprises de marketing sportif, Médias liés au sport, Entreprises de production d'événements sportifs, Entreprises de production et de distribution d'équipements sportifs...

- **Transports terrestres (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Entreprises de transports de marchandises et de voyageurs ferroviaires, fluviales, routier, Auxiliaires de transport, Voyageurs, Expertises, Assurances, Barreau, Grande distribution, Directeur juridique des entreprises de transports, Juristes, Rédacteurs des compagnies d'assurances maritimes, Avocats (sous réserve de l'obtention du CAPA), Experts transports, Chargé d'études documentaires du Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'aménagement durables (sur concours).

- **Droit économique (R) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Professions libérales ou réglementées : Avocat (sous réserve de l'obtention du CAPA), Clerc d'avocat (en accès direct), Notaire (sous réserve de l'obtention du concours)

Salariés : Juriste d'entreprise

Fonctionnaires : Magistrat (après concours de l'ENM), Agent de la DGCCRF, des Impôts, de l'Inspection du Travail (après concours), Professeurs et Maître de Conférences des Universités.

- **Droit et fiscalité de l'entreprise (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Juriste d'entreprise, Avocat d'affaires, Fiscaliste.

- **Transports maritimes(P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Entreprises maritimes : Armateurs, Assureurs maritimes, Ports, Affaires maritimes, Agent courtiers maritimes, risk manager, Auxiliaires de transport : Transitaires, Opérateurs de transport multimodal, Expertise, Assurances, Barreau, Directeur juridique des entreprises du secteur maritime, Juristes, Rédacteurs des compagnies d'assurances maritimes, Avocats maritimes (sous réserve de l'obtention du CAPA), Experts maritime / transport, Arbitrage, Juristes organisations internationales spécialisées : commission, Organisation Maritime Internationale, Poste d'Inspecteur des affaires maritimes (sur concours).

- **Droit social (R) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Directeur, Responsable d'un service ou assistant des ressources humaines, Avocat spécialisé en droit social (sous réserve de l'obtention du CAPA), Service administratif ou contentieux d'organismes de sécurité sociale (caisses de sécurité sociale, mutuelles), Juriste d'entreprise, Inspection du travail (sur concours), Emplois stratégiques des organismes de sécurité sociale (sur concours de l'École Nationale de la Sécurité sociale), Carrière d'enseignant-chercheur, Consultant en cabinet de recrutement.

- **Droit vitivinicole et des produits de qualité (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Formation de cadres des entreprises et organisations des filières agricoles et agro-alimentaires des produits sous signe officiel de qualité et d'origine : domaines et châteaux, caves coopératives, négoce, grande distribution, syndicats, fédérations, interprofessions, établissements publics agricoles spécialisés (INAO-ONIFLHOR-Chambres d'agriculture, etc..), avocats et notaires spécialisés, centres de gestion, banque, assurance, presse vitivinicole et agroalimentaire, commerce électronique, douanes, répression des fraudes...

- **Environnement, sécurité et qualité de l'entreprise (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Complète la formation de juristes, déjà compétents dans les disciplines traditionnelles du droit des affaires, par une spécialisation dans les domaines du droit de l'environnement et de la sécurité. En outre, les étudiants sont formés à la maîtrise du management environnemental et de la démarche qualité.

Juriste d'entreprise, directeur juridique, juriste au sein d'une collectivité territoriale dans un service environnement, juriste au sein d'une ONG environnementale, juriste au sein d'une association de protection de l'environnement ou d'une association de consommateurs, responsable environnement, sécurité et qualité, conseil en management environnemental, avocat.

- **Ingénierie des sociétés (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Profession libérale : Avocat spécialisé, Notaire, Magistrat.

Carrière de juriste en entreprise (cabinet d'experts comptables et/ou commissaire aux comptes, banque et institutions financières, entreprises multinationales, entreprises de dimension communautaire, PME/PMI).

- **Propriété intellectuelle et nouvelles technologies (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Professions libérales ou réglementées : Avocat (sous réserve de l'obtention du CAPA), Clerc d'avocat (en accès direct), Notaire (sous réserve de l'obtention du concours), Clerc de notaire (avec une formation dans les écoles de notariat), Conseil en propriété industrielle.

Salariés : Juriste d'entreprise (entreprise industrielle, commerciale, ou édition), Juriste d'association.

Fonctionnaires : Magistrat (après concours de l'ENM), Agent de service de valorisation des résultats de la recherche publique.

- **Droit et management du transport aérien (P) :**

- Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur tertiaire (services, compagnies, aéroports, fret, assistance, assurances, cabinets, tours opérateurs, GDS...) et secondaires – secteur industriel (constructeurs, équipementiers, motoristes...).

- **Droit et gouvernance des énergies (RP) :**

- Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur public : services juridiques dans les structures ou entreprises publiques (Ministère chargé de l'énergie DREAL – collectivités territoriales – ASN - DSND – MSNR - CRE – Agences de l'eau - CEA...) ; Services environnement/énergie dans les collectivités locales, établissements publics... ; institutions nationales ou internationales, associations de protection de l'environnement ; magistrature ; enseignement...

Secteur privé : entreprises ; barreau ; bureaux d'études ; services juridiques ou contentieux des entreprises du secteur de l'énergie...

Juriste d'entreprise, avocat spécialisé, expert ou consultant, juriste dans les institutions ou organismes locaux, nationaux ou internationaux, magistrat, enseignant-chercheur...

- **Procédures bancaires et marché des professionnels (RP)**

- **Monde Asiatique des affaires (P)**

MENTION DROIT DE LA SANTÉ

- **Droit médical et pharmaceutique (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Préparation aux concours administratifs de la fonction hospitalière et de la sécurité sociale (en lien avec l'Institut Boulois), Métiers de la protection sociale, Expert près des juridictions, des CRCI ou des compagnies d'assurances, Avocat spécialisé dans l'indemnisation du dommage corporel (après accès à l'école de formation des avocats).

Pour les médecins : Médecin légiste.

Pour les pharmaciens : Pharmacien responsable, Pharmacien délégué.

- **Droit privé et public de la santé (R) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles : Directeur de clinique, Avocat spécialisé (contentieux médical, dommage corporel...), Cadre en droit de la santé (sociétés, compagnies d'assurance, mutuelles/service production de contrats et sinistres...), Directeur d'hôpital, Directeur d'établissements sociaux et médico-sociaux, Inspecteur des affaires sanitaires et sociales, Enseignant-chercheur.

- **Expertise dans le système pénal national et international (P) :**

- Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur public : (magistrature, protection judiciaire de la jeunesse)...

Secteur privé : (barreau, banque, bourse et finance, sécurité, etc...)

Secteur associatif : (associations d'aides aux victimes etc...) Collaborateur de cabinet d'expert Cadre de banque confronté à des problèmes d'expertise Avocat spécialisé en droit pénal Magistrat Assistant de justice Consultant dans des associations (aide aux victimes, aux toxicomanes, etc...) Consultant auprès des organisations européennes et internationales.

MENTION DROIT ET MANAGEMENT DE LA CULTURE ET DES MÉDIAS

- **Droit des activités artistiques (P) :**

- Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur public : Collectivités Territoriales : directeur des affaires culturelles, responsable de services éducatifs pour les musées.

Secteur privé : agent artistique, entrepreneur de spectacles, assureur, galeriste, avocat spécialisé dans les activités culturelles, commissaire-priseur, journalisme culturel, services des droits des maisons d'édition, administrateur de théâtre...

- **Droit des médias et des télécommunications (RP) :**

- Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur d'activité : Editeur et diffuseur de service de télévision ou radio, Opérateurs télécommunication ou TIC, Recherche universitaire, Entreprises de presse ou de télécommunications ou de cinéma ou de production, Autorités de régulation, Organismes professionnels, Sociétés de gestion des droits d'auteur.

Carrières : Carrière universitaire, Responsable de projet, Directeur des programmes, Directeur technique, Avocat spécialisé, Cadre de direction, Conseil juridique, Chef d'entreprise, Responsable d'agence, Conseil en entreprise, Agents publics, Expert.

- **Journalisme juridique (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Domaine du journalisme et de la communication privée et institutionnelle sous toutes ses formes (presse écrite, édition juridique, radio, télévision, Internet).

Plus particulièrement le diplômé sera détenteur d'une carte de stagiaire professionnel durant 2 ans et pourra prétendre à l'issue de cette période à une titularisation dans les fonctions de : Journaliste généraliste en PQN et PQR, Journaliste dans des parutions spécialisées, Journaliste d'une information dématérialisée, Journaliste pour des collectivités territoriales, Collaborateur dans les services contentieux des journaux.

- **Journalisme et communication des organisations publiques et privées (P)**

- **Management des organisations et des manifestations culturelles (P)**

(voir IMPGT)

MENTION DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

- **Droit de l'Union européenne (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Enseignant-chercheur (sous réserve de la réussite à un concours de maître de conférences ou de professeur) Chercheur (sous réserve de la réussite à un concours de recrutement du CNRS, de l'IRD...), Avocat (sous réserve de l'obtention du CAPA), Juriste d'entreprise, Carrière de juriconsulte dans l'administration de l'État (après entrée par concours), Carrière de juriste, Juriste dans les organisations internationales et dans l'Union Européenne.

- **Droit international et européen de l'environnement (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Avocat (sous réserve de l'obtention du CAPA), Juriste d'entreprise, Carrière de juriconsulte dans l'administration de l'État (après entrée par concours), Carrière de juriste, Juriste dans les organisations internationales et dans l'Union européenne, Juriste dans une ONG de protection de l'environnement, Enseignant-chercheur (sous réserve de la réussite à un concours de maître de conférences ou de professeur), Chercheur (sous réserve de la réussite à un concours de recrutement du CNRS, de l'IRD ou de l'INSERM).

- **Action et droits humanitaires (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Ils diffèrent selon le parcours et l'option choisis.

Quelques exemples : intégration de groupes dits « think tanks » poursuivant des recherches sur la sécurité humaine, ou intégration d'associations spécialisées dans les rapports sur les Droits de l'homme.

Secteur de l'humanitaire : les diplômés travaillent dans les ONG, dans les sociétés nationales de Croix Rouge, au Comité international de la Croix Rouge, au Haut-commissariat pour le Réfugiés, éventuellement dans les services de l'État.

Évolution de carrière vers l'Union Européenne et les Nations Unies.

Secteur du développement humain : Certains postes de terrain concernent le développement humain plutôt que l'urgence : aide aux ONG locales, aux coopératives, formation, microcrédit.

Des activités peuvent être exercées en France dans la coopération décentralisée.

Officier de protection, Coordinateur, Chef de mission, Analyste (Amnesty International, Human Rights Watch), Enquêteur, Agent du Bureau du Procureur (CPI), Superviseur, Observateur des processus électoraux, «Démocratisation Officer».

- **Droit international public**

- **Droit international privé (R)**

- **Droit de la reconstruction des États**

MENTION DROIT PUBLIC

• **Carrières administratives (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Secteur public : Fonction publique de l'État, Fonction publique des collectivités territoriales, Fonction publique hospitalière.

Secteur privé : Secteur para-administratif, Barreau.

Magistrats administratifs, Juristes de droit public, Attaché, Administrateur, Attaché d'Administration centrale, Attaché administratif des services extérieurs de la Défense, Attaché administratif de l'Aviation civile, Attaché de préfecture, Attaché administratif des services extérieurs du ministère de la Culture, Conseiller des tribunaux administratifs, Administrateur territorial, Inspecteur de la Jeunesse et des sports, Inspecteur des Impôts, Inspecteur des douanes, Inspecteur de la répression des fraudes, Inspecteur du travail, Directeur d'hôpital, Conseiller juridique, Emplois fonctionnels de direction, Emplois contractuels de catégorie A dans les collectivités et leurs démembrements (EPCI, SEM, associations...), Sociétés de conseils...

• **Contrats publics et droit public des affaires (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Acheteur public, Acheteur-négociateur, Agent et responsable de service Marchés ou de Direction de la Commande publique, Avocat spécialisé en droit public des affaires, Entreprises (BTP, Bureau d'études, Maître d'œuvres), juriste spécialisé en droit public des affaires, Directeur de service juridique.

• **Droit et management publics des collectivités territoriales (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Droit et management des collectivités territoriales : Fonctionnaires territoriaux d'administration générale (administrateurs, attachés, rédacteurs), Agents contractuels de catégorie A (collaborateurs de cabinet, chargés de mission ou d'études), Consultant, directeur de service, chargés de clientèle, chargé des marchés publics, chef de projet...

Droit administratif approfondi des collectivités territoriales : Élus, chargés de mission, cadres, agents des collectivités locales, Enseignants chercheurs en droit des collectivités locales et droit administratif général, Avocats, bureaux d'études, prestataires des collectivités locales, Dirigeants et agents d'établissements publics, de sociétés d'économie mixte et d'associations parapubliques.

Le diplômé peut :

- travailler en collectivité locale, après concours ou par recrutement contractuel.
- travailler dans le secteur privé ou parapublic en rapport avec les collectivités publiques.
- poursuivre ses études par une thèse de doctorat en droit public.

• **Droit de la défense (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Postes d'encadrement et de conseil (dans les domaines financiers, administratifs, juridiques et d'audit) au sein des institutions de la Défense et de la haute fonction publique tels que : Chef du soutien personnel sur base aérienne (responsabilités duales DAF et DRH), Acheteur public, Auditeur des formations, Juriste spécialisé (droit des conflits armés, droit des marchés publics et droit aérien principalement).

• **Droit et pratique des contentieux publics (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Avocat spécialisé en droit public (sous réserve de l'obtention du CAPA), Service administratif ou contentieux d'une collectivité locale, d'une administration d'État (après concours ou contractuel) ou d'un organisme public, Juriste d'entreprise, Magistrat administratif (après concours).

• **Droit public approfondi (R) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Cadres d'administrations publiques, nationales ou locales ou d'organisations européennes ou internationales, enseignants des universités, avocats, responsables des services juridiques des secteurs public et privé.

- **Finances publiques et fiscalité (R) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Enseignement et recherche, Administrations financières, Collectivités territoriales et organismes divers d'administration locale, Services financiers des organismes sociaux, Banques, Assurances, Contentieux fiscal et financier.

Enseignant-chercheur, Gestionnaire de services financiers, Avocat, Magistrat des juridictions financières, Contrôleur financiers, Inspecteur des impôts, Receveur des finances.

En outre le diplôme est ouvert à des fonctionnaires français ou étrangers (généralement rattachés au Ministère des finances) qui souhaitent approfondir leurs connaissances dans les domaines de la fiscalité et des finances publiques.

- **Théorie du droit (R) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Enseignant chercheur, Magistrat judiciaire et administratif, Avocat, Juriste d'entreprise, Jurisconsulte, Juriste dans les organisations internationales et dans l'Union Européenne.

- **Droit de la reconstruction des États (RP)**

- **Droit immobilier privé et public (RP)**

MENTION DROIT PATRIMONIAL, IMMOBILIER ET NOTARIAL

- **Carrière notariale (P) :**

Diplôme supérieur du notariat et professions notariales.

- **Droit de la banque et des opérations patrimoniales (P) :**

Cette formation conduira à différents métiers de la Banque, aux directions financières des entreprises et à la gestion du patrimoine (Banque ou Cabinet indépendant).

- **Droit de la protection de l'environnement - territoires méditerranéens (P) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Secteur public : Responsable des services environnement dans les collectivités locales, établissements publics, SEM..., Responsable de services juridiques dans les structures ou entreprises publiques (DIREN – DRIRE – Parc naturel – EDF...), Magistrat spécialisé en environnement.

Secteur privé : Responsable juridique ou contentieux dans une association ou ONG de protection de l'environnement Chargé de mission dans un bureau d'études, Consultants, Avocats, Responsable environnement dans les entreprises (Eaux – Déchets renouvelables – Construction durable...), Responsable juridique ou contentieux en entreprise.

- **Droit de la responsabilité et des assurances (R) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Les débouchés privilégiés se trouvent, après une thèse de doctorat, dans la recherche et l'enseignement supérieur. Cette formation s'adresse également à des étudiants qui envisagent de devenir avocat spécialisé en assurance, rédacteur juridique en assurances, conseiller en assurances, responsable d'exploitation en assurances, concepteur-animateur-développement de produits d'assurances, inspecteur délégué aux indemnités en assurances.

- **Droit et métiers de l'urbanisme (P) :**

Dans le secteur de l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme : Urbaniste, Responsable de service juridique ou contentieux, planification, habitat, politique de la ville ou environnement de Mairies, EPCI, DDE, SEM d'aménagement, Organismes HLM, Chargé de mission dans un bureau d'études, Avocats spécialisés en urbanisme notamment...

Dans le secteur de l'immobilier : Promoteurs, Constructeurs, Aménageurs, Lotisseurs, Cadres dans le secteur bancaire, la gestion du patrimoine, Avocats spécialisés en droit de la construction notamment...

- **Droit et métiers des assurances (P) :**

Cette formation s'adresse à des étudiants qui envisagent de devenir souscripteur, gestionnaire production ou sinistre, inspecteur délégué aux indemnités en assurance, actuaire, risk-manager, juriste d'assurance-vie, agent général, courtier.

- **Droit immobilier privé et public (R) :**

- **Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :**

Dans l'enseignement supérieur ou la recherche, après la soutenance d'une thèse de doctorat.

Hors enseignement supérieur : cadre du service public (collectivités locales, établissements publics, administration de l'État) après concours ; carrières judiciaires et parajudiciaires, SEM et acteurs privés de l'aménagement (promoteurs, constructeurs, aménageurs, urbanistes...), bureaux d'études, secteurs bancaires et gestion du patrimoine ; avocats spécialisés...

• **Fiscalité personnelle et du patrimoine (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Ce Master constitue une formation en droit fiscal de haut niveau permettant d'optimiser les connaissances théoriques acquises durant le cursus universitaire.

Le Master 2 Professionnel « Fiscalité personnelle et du patrimoine » s'adresse aux étudiants qui désirent acquérir une spécialisation en droit fiscal, plus particulièrement dans le domaine des impôts qui frappent les personnes physiques, leurs revenus et leur patrimoine (impôt sur le revenu, impôt de solidarité sur la fortune, fiscalité de l'épargne, fiscalité locale, fiscalité internationale et communautaire, etc.). Il permet également d'acquérir des connaissances en procédure fiscale.

L'intervention de nombreux acteurs de la vie juridique (universitaires, membres de l'administration fiscale, avocats membres de grands cabinets nationaux et internationaux, ingénieurs patrimoniaux, notaires, etc.) permet aux étudiants de développer leur pratique de la fiscalité personnelle et du patrimoine.

Le stage individuel et le stage collectif effectué dans le cadre de la campagne d'aide aux contribuables (impôt sur le revenu) leur permettent de prendre contact avec la vie professionnelle.

Avocat fiscaliste, Conseil en gestion du patrimoine (Banque ou cabinet spécialisé), Ingénieur patrimonial, Inspecteur des impôts et administration fiscale, Expert-comptable, Notaire, Juridictions « fiscales », Juriste des services financiers des collectivités territoriales, Juriste fiscaliste dans une société d'édition juridique, Juriste d'assurance spécialisé en droit fiscal, Juriste d'entreprises....

• **Pratique notariale et droit de l'urbanisme et des collectivités locales (P) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Obtention des mentions de spécialisation « droit des collectivités locales » et « droit de l'urbanisme et de l'environnement » créés par le décret du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et complété par l'arrêté du 15 avril 1997 fixant le contenu des spécialisations des notaires.

MENTION HISTOIRE DU DROIT

• **Histoire du droit (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Finalité recherche : le diplômé du Master est préparé à diverses activités professionnelles : En tant qu'enseignant du supérieur ou du secondaire, il est conduit dans le cadre de son service à dispenser un certain nombre d'enseignements au sein d'un spectre assez large (Histoire de la pensée politique, histoire du droit privé, histoire du droit pénal, Genèse du droit public moderne, enseignements de culture générale et juridique...), ainsi que dans les matières qui touchent à l'histoire, l'économie et la société pour le secondaire. Préparé aux concours des fonctions publiques de catégorie A. En tant qu'administrateur public de catégorie A, il est apte à : diriger un service, rédiger des notes de synthèse, des rapports, présenter une information directement exploitable, à partir d'un corpus de documentation initial. En tant que praticien du droit ou avocat, il dispose d'un savoir en Histoire juridique qui lui permet de maîtriser le droit positif.

Finalité professionnelle : les diplômés pourront travailler comme cadre juridique de la conservation, notamment comme conservateur dans les institutions publiques (bibliothèques, musées, archives, institutions d'Etat ou collectivités territoriales), soit en étant recruté par voie de concours auxquels ils sont préparés au cours de la scolarité du Master, soit en étant recruté comme contractuel avec possibilité d'être titularisé. Dans le cadre de la culture d'entreprise, ils pourront être aussi recrutés dans celles-ci comme cadre à la conservation car des entreprises notamment les plus grandes ont désormais des services de conservation et de documentation qui permettent des recrutements à ce type d'emplois. De même, des fondations ou des collections privées sont à la recherche de diplômés susceptibles à la fois de tâches de conservation et d'expertise juridique.

Être conseil en matière de reconstitution historique (archives, bibliothèques, musées, fondations, collectivités publiques et territoriales, collections particulières, mémoire d'entreprise...), Cadre ou consultant professionnel pour s'employer, avec pédagogie, à rendre accessibles au public les fonds patrimoniaux ou les pièces rares qui lui sont soumis. Ce faisant, il sera amené à divulguer les savoirs, et à entamer des recherches afin de mettre en valeur les collections.

MENTION URBANISME ET AMÉNAGEMENT

• **Études urbaines en régions méditerranéennes (RP) (EUR Med) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Les étudiants issus de cette formation ont vocation à assurer des missions de conseil et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage urbaine. Leur métier consiste, en tant que salarié ou prestataire de services, à assister la maîtrise d'ouvrage publique, le plus souvent des collectivités locales ou privées. Dans ce cadre, ils remplissent des missions d'études préalables, de préparation de la décision, de mise en oeuvre et de gestion de la décision, d'élaboration et de conduite de projet de territoire ou d'aménagement urbain. Ils interviennent dans des domaines très variés du fait de la grande diversité de leurs formations d'origine : aménagement urbain, rural, habitat, environnement, transports et déplacements, développement local. Par leur maîtrise renforcée des langues étrangères et leur confrontation à diverses situations nationales à l'intérieur, voire à l'extérieur de l'Europe, ils disposent d'une ouverture d'esprit et de capacités à la conversion particulièrement utiles dans le monde en constant changement d'aujourd'hui. (Partenariat international Séville, Gènes et Lisbonne).

• **Urbanisme durable et projet territorial (RP) :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Les anciens étudiants forment un réseau professionnel dense intégré dans les organismes d'aménagement de l'ensemble des régions françaises, et particulièrement les régions méditerranéennes. De nombreux anciens étudiants exercent également à l'étranger. Les formes d'exercice sont très variées et s'inscrivent tant dans des organismes publics que privés : chargés d'études ou d'opérations dans divers organismes représentant la maîtrise d'ouvrage publique (services extérieurs de l'État, Établissements Publics d'Aménagement, CAUE, services des collectivités territoriales : agences d'urbanisme, services d'urbanisme, OPAC ou organismes HLM), ainsi que la maîtrise d'oeuvre privée (cabinets d'architecture ou d'urbanisme) ou les organismes semi-publics (PACT-ARIM, SEM) intervenant dans la réhabilitation des quartiers d'habitat collectif ou des quartiers anciens. Les organismes qui ont recruté des étudiants des anciennes formations de l'IAR - formations en Co habilitation avec l'Institut de géographie et l'école d'architecture - sont les suivants : Mairies (Marseille, Aix, Carpentras, Grenoble, Pertuis, Fos-sur-Mer, Nîmes, Aubagne) ; Communautés (Marseille, Aix, etc), Agences d'Urbanismes (Aix, Marseille, etc...) ; CETE Méditerranée ; CCI Marseille-Provence, Toulon, Nice ; Chambres d'Agriculture ; Service Départemental d'Architecture des B.D.R., CAUE (Gard, Bouches du Rhône, etc...), DDE (Gironde, Var, Bouches-du-Rhône, etc...) ; DRE ; DIREN ; PACT ARIM (Bouches du Rhône, Vaucluse) ; Conseils Généraux (Bouches-du-Rhône, Alpes de Haute-Provence, Var, etc...) ; EPAREB ; Parcs (Lubéron, Camargue, Queyras, etc...) ; Port Autonome Marseille ; ONF ; SIVOM ; INRETS ; DRAC ; la liste n'étant pas exhaustive.

Certaines formations (Droit des Affaires ou Droit Public) peuvent se faire à distance ou par alternance (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation).

Veillez vous rapprocher des scolarités ou du site internet:

www.facedroit.fr

DIPLÔMES OUVRANT DROIT A L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CAPACITÉ EN DROIT

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES (DU)

- **DU Assurances aériennes et spatiales :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Cadres du transport aérien, avec spécialisation juridique et assurance en matière aéronautique et spatiale. Cadre au sein des compagnies aériennes (passagers, fret et express), aéroports, auxiliaires du transport aérien, administrations nationales et étrangères, constructeurs, cabinets de consulting, juridiques, assurances aériennes et spatiales (assureurs, courtiers, entreprises aéronautiques)...

- **DU Certificat d'Etudes Juridiques Comparatives :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Préparation de carrières tournées vers les relations juridiques internationales.

- **DU Certificat Universitaire de culture Juridique, politique et sociale :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Master Action humanitaire internationale (et, éventuellement, d'autres, sur autorisation du Directeur de la formation demandée Par exemple : Master de Journalisme juridique).

- **DU Communication et outils de l'information :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Ils recouvrent essentiellement le champ des professions de l'information et de la communication, des administrations, des collectivités territoriales, des entreprises et de la presse : journaliste, secrétaire de rédaction et metteur en page, responsable de communication, rédacteur – reporter.

- **DU Coopération Juridique et Commerciale avec le monde arabe :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Activités entrepreneuriales, activités juridiques, activités diplomatiques, recherches scientifiques (économiques, juridiques ou politiques) dans les pays arabes méditerranéens et dans les pays du Golfe.

- **DU Diplôme de juriste conseil d'entreprise option internationale :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Formation professionnalisée généralement de fin d'études. Débouchés vers les cabinets d'avocats internationaux et les entreprises de dimension internationale.

- **DU Diplôme de juriste conseil d'entreprise option propriété intellectuelle :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Profession libérale : avocat spécialisé, carrière de juriste en entreprise (banque et institutions financières, entreprises multinationales, entreprises de dimension communautaire, PME/PMI).

- **DU Diplôme de juriste conseil d'entreprise option social :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

services juridiques d'entreprises ou de banques, Directions des Ressources Humaines, cabinets d'avocats ou d'expertise comptable.

- **DU Diplôme de juriste conseil d'entreprise option sociétés :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Profession libérale : avocat spécialisé – carrière de juriste en entreprise (banque et institutions financières, entreprises multinationales, entreprises de dimension communautaire, PME/PMI).

- **DU Diplôme de juriste conseil d'entreprise :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Service juridique des entreprises, cabinets d'avocats, cabinets d'affaires, cabinets d'expertise comptable, banques, Direction des Ressources humaines.

• **DU Droit bancaire et gestion de patrimoine :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

La gestion patrimoniale des particuliers et des professionnels dans le secteur bancaire-Conseiller en gestion du patrimoine – gestionnaire patrimonial d'un portefeuille de clients. Responsable d'un service juridique de crédit – employé dans un service contentieux-responsable d'agence bancaire.

• **DU Droit des communications électroniques :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Opérateur de télécommunications, opérateurs audiovisuels, opérateurs NTIC, entreprises de cinéma, de production, du BTP, autorités de régulation, organismes professionnels, administrations françaises et européennes types d'emplois accessibles : responsable de projet, de production, conseil juridique, cadre de direction, avocat spécialisé, chargé de projet réseaux, directeur des programmes, responsable d'agence, conseil en entreprises, agents publics.

• **DU Droit et politiques publiques de l'habitat :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Collectivités territoriales, organismes HLM, bureaux d'études, secteur de l'aménagement (SEM, établissements publics, promoteurs...) et de la gestion de patrimoine immobilier (établissements financiers, entreprises publiques ou privées).

• **DESU Droit et pratique de la sécurité humaine :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Mécanismes de protection civile, développement, coopération décentralisée et administration locale, coopération euro-méditerranéenne, secteur associatif, administration publique internationale, organisations non gouvernementales consacrées aux droits de l'Homme.

• **DU Droit de l'économie sociale et solidaire :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

- cabinets d'avocats; cabinets d'experts comptables ; cabinets de commissaires-aux-comptes ; consultants oeuvrant dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ;
- structures régionales ou nationales fédérant certaines structures de l'économie sociale ou certaines catégories d'entre elles (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire, Mutualité française, Confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production, Groupement national de la coopération, URIOPSS, UNAT, etc.) ;
- services juridiques et/ou de direction des mutuelles liées à l'économie sociale et solidaire ; services juridiques et/ou de direction des banques coopératives et mutualistes (Crédit coopératif, Crédit mutuel, Caisse d'Epargne, Crédit agricole, Banque populaire, Banque fédérale mutualiste, Crédit maritime, etc.) ; services juridiques et/ou de direction d'associations ou de fondations ; services juridiques et/ou de direction des syndicats liés à l'économie sociale et solidaire (USGERES, SYNEAS, etc.)

• **DU Droit Européen et international :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Entreprises, organisations internationales et européennes, administration, enseignement et recherche, associations, juriconsulte, juriste d'entreprise, enseignant-chercheur (sous réserve de réussir les concours d'accès à l'enseignement supérieur).

• **DU Droit Européen des affaires :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Dépendent du cursus antérieur du diplômé. Cabinets de conseil, avocat, juriste d'entreprise...

• **DU Diplôme d'études de droit Français :**

University College London – réservé aux étudiants Erasmus proposés par l'UCL.

• **DU Diplôme d'études de droit Français :**

EXETER : réservé aux étudiants Erasmus proposés par l'université d'Exeter (programme d'échanges).

• **DU de droit Français pour étudiants de l'Université de Dublin :**

Réservé aux étudiants Erasmus proposés par l'University College Dublin (programme d'échanges).

• **DU Droit social et gestion des ressources humaines :**

Formation théorique et pratique en Droit Social et en Gestion des Ressources Humaines destinée aux professionnels.

• **DU Education à l'intervention en contexte précaire :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Action humanitaire, actions de développement, missions de maintien de la paix comportant une composante « observation des droits de l'Homme », responsable de la sécurité des missions humanitaires, responsable de projets, chef de mission, logisticien, administrateur.

• **DU Enjeux et professions de l'immobilier :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

construction et aménagement (promoteurs, constructeurs, aménageurs-lotisseurs, SEM, architectes) bureaux d'études, organismes HLM, secteur de la gestion de patrimoine immobilier (établissements financiers, agents immobiliers), collectivités locales.

• **DU Ethique économique et affaires :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Tous secteurs, public et privé.

• **DU Etudes Supérieures Immobilières :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Cette formation s'adresse à des professionnels en activité, à des personnes en recherche d'emploi ou en ré-orientation de carrière et permet d'acquérir les éléments de base indispensables à l'exercice de ces métiers dans des conditions optimisées. Elle permet de former de futurs cadres et agents de maîtrise des métiers de l'immobilier aujourd'hui nombreux : agent immobilier, administrateur de biens, syndic de copropriété, aménageur, lotisseur, constructeur, promoteur immobilier public ou privé, expert.

• **DU Evaluation immobilière :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Formation et perfectionnement de professionnels.

• **DU Journalisme et communication web :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Formation pratique correspondant aux métiers émergents du web en matière de journalisme et de communication en ligne.

• **Du Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

L'obtention de ce diplôme permettra d'exercer la fonction de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, de compléter la formation de certains notaires et avocats susceptibles d'exercer la fonction de mandataires judiciaires à la protection des majeurs, d'exercer des mesures de protection dans une structure tutélaire, voire dans une mutuelle, d'exercer des mesures de protection à titre individuel, d'intégrer un établissement hospitalier ou médico-social (maison de retraite par exemple) pour exercer ces mesures, d'exercer une activité dans le secteur tertiaire (banque, assurance, notamment).

• **DU Management de l'achat public :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Achat public en collectivités locales, tat, établissements publics, organismes soumis au code des marchés, sécurité sociale), mandataires (SEM), formateurs, consultants en management de l'achat public.

• **DU Management du Transport Aérien :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Cadre au sein des compagnies aériennes (passagers, fret et express), aéroports, auxiliaires du transport aérien, administrations nationales et étrangères, constructeurs, cabinets de consulting, juridiques, assurances aériennes...

• **DU Nouveaux outils de l'information :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Les débouchés professionnels du D.U. Communication et outils de l'information recouvrent essentiellement le champ des professions de l'information et de la communication, des administrations, des collectivités territoriales, des entreprises et de la presse : journaliste, secrétaire de rédaction et metteur en page, responsable de communication (secteur public et privé), rédacteur-reporter.

Le diplôme peut également être un atout majeur dans la préparation à l'accès aux écoles de journalisme ou aux formations universitaires spécialisées de niveau Master 2 dans les domaines de l'information et de la communication.

- **DU Passerelle aux métiers de la banque :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

gestion patrimoniale des particuliers dans le secteur bancaire, métiers de la banque.

- **DU Préparation à l'agrégation et au CAPET :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Diplôme de formation des formateurs en économie, droit et gestion : préparation aux concours.

- **DU Préparation aux grands concours :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Fonctions publiques nationale et territoriale.

- **DU Prévention et Traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations.**

- **DU diplôme des sciences juridiques et morales :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Enrichissement culturel et méthodologique des étudiants.

- **DU Sciences pénales et criminologiques :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Complément de formations initiales en droit, médecine, sciences humaines ou sciences sociales.

Concerne aussi les professionnels, magistrats, policiers, gendarmes, éducateurs spécialisés, personnels de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse.

- **Magistère de droit, fiscalité et comptabilité :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Entraînement à la vie professionnelle en développant une méthode de travail performante, un esprit pluridisciplinaire et une approche concrète des problèmes juridiques .Avocat d'affaires, juriste d'entreprise, juriste de banque et établissement financier, commissaire aux comptes, expert-comptable.

- **Magistère en journalisme et communication des organisations :**

Secteurs d'activités et/ou types d'emplois accessibles :

Essentiellement dans la communication et dans le journalisme.

LES PREPARATIONS AUX EXAMENS ET CONCOURS

- Préparation à l'examen d'accès au CRFPA (Centre de Formation Professionnelle des Avocats)
- Préparation au concours d'accès à l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature)
- Inscription à l'examen d'accès au CRFPA (sans préparation)
- Préparation aux concours administratifs de catégorie A et B (Police, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Administration Pénitentiaire)
- Préparation appliquée aux grands concours administratifs (ENA. Directeur d'hôpital ...)
- Préparation au Diplôme de Comptabilité et de Gestion (niveau L)
- Préparation au Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (niveau M)

LE SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**ATTENTION : UN PROJET DE MOBILITÉ SE PRÉPARE
AU MOINS UN AN À L'AVANCE**

UN OUTIL D'OUVERTURE VERS L'ÉTRANGER

La Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille s'est, depuis plusieurs années, orientée vers une politique d'ouverture internationale. Celle-ci s'appuie notamment sur une centaine d'accords de coopération juridique avec des universités étrangères de tous les continents, et grâce auxquels peuvent se réaliser des séjours d'études dans d'autres pays, des missions d'enseignement et une collaboration scientifique (notamment par l'accueil de professeurs étrangers).

Notre Faculté, intégrée dans de nombreux réseaux Erasmus, participe activement à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, elle offre aux étudiants français la possibilité d'étudier une année dans l'une des cinquante universités situées dans dix-huit pays européens et avec lesquelles elle est liée. Ces périodes d'études à l'étranger sont une chance pour les Français de se familiariser avec des droits étrangers, de se perfectionner dans les langues étrangères et de découvrir une culture et des modes de vie différents. Ils reviennent avec une expérience enrichissante et un atout supplémentaire pour leur insertion dans la vie professionnelle.

En sens inverse, notre faculté accueille, chaque année, un grand nombre d'étudiants étrangers (70 % du total des étrangers reçus dans notre université) qui viennent s'initier au droit français. Ces échanges d'étudiants et, parallèlement, la mobilité des enseignants permettent une meilleure compréhension des autres systèmes juridiques et assurent, en même temps, la promotion de la culture juridique française.

leslie.karsenti@univ-cezanne.fr

LA FORMATION CONTINUE A LA FACULTE DE DROIT

Vous êtes salarié, demandeur d'emploi, professionnel libéral ou indépendant, parent en reprise d'études, vous êtes ou non aidés pour financer vos études : toutes les formations de la Faculté de Droit vous sont ouvertes.

Pour répondre à vos attentes, le Service Formation Continue de la Faculté de Droit est à votre disposition pour :

- ▶▶ Analyser votre situation actuelle et votre projet de formation**
- ▶▶ Vous faire connaître l'offre de formation de notre Faculté**
- ▶▶ Vous informer sur la réglementation, les dispositifs en vigueur, les modes de financement**
- ▶▶ Vous informer sur les procédures de la validation des acquis**
- ▶▶ Vous aider dans la constitution de votre dossier**

**Coordonnées du service de la Formation Continue
3 Avenue Robert Schuman – P1- 13628 Aix en Provence Cedex 1
Tél. : 04 42 17 25 09 et 04 42 17 29 43**

LE NUMERIQUE AU SERVICE DES FORMATIONS JURIDIQUES

Accès libre aux cours de droit en ligne de l'Université Numérique Juridique Francophone (UNJF).

La Faculté de Droit, en adhérant au GIP « Université Numérique Juridique Francophone », a fait le choix de participer à l'évolution et à la promotion de l'utilisation des ressources juridiques numérisées.

À ce titre, les étudiants disposent d'un accès direct et gratuit à l'intégralité des ressources diffusées sur la plateforme du e cours de l'UNJF : 55 cours de droit et 8 guides méthodologiques en ligne couvrent la quasi-totalité du cursus de formation des années de Licence et du Master 1.

Les cours de l'UNJF sont actualisés deux fois par an et enrichis de nombreuses ressources multimédias (vidéos d'auteurs et de professionnels, illustrations, schémas, tableaux et graphiques, exercices autocorrectifs, QCM et cas pratiques interactifs).

Un bureau de ressources contient tous les outils utiles pour travailler son cours (bibliographies, webographie, lexique, recueils de textes et de jurisprudence, méthodologie, lien « Mes Editeurs »...).

Un **magazine d'actualités juridiques** vous permet en outre de mettre à jour vos connaissances.

D'un clic, retrouvez toutes les ressources disponibles sur :

www.unjf.fr

Portail institutionnel

Cliquez sur : « Vous êtes inscrit en Faculté, Ecole ou Institut »

<http://cours.unjf.fr>

Plateforme pédagogique

Cliquez sur : « Connexion »

Puis, cliquez sur : « Sélectionnez votre Etablissement de rattachement »

Et sur : « Entrez vos identifiants universitaires » **Ou** sur : « Créez-vous un compte d'accès personnel »

(si le nom de votre établissement est suivi d'un astérisque).

LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE

Vous avez acquis au minimum trois ans d'expérience en relation directe avec le diplôme ou certaines unités d'enseignement du diplôme visé : vous pouvez présenter une candidature par la voie de la VAE.

Sont accessibles par la VAE les diplômes inscrits au répertoire national des certifications professionnelles, c'est-à-dire tous les diplômes nationaux, ainsi que certains diplômes d'université.

Les acquis de votre expérience recouvrent l'ensemble des compétences professionnelles prouvées, issues d'une activité salariée, non salariée, rémunérée ou bénévole.

L'attribution partielle ou totale du diplôme est décidée par le jury VAE de l'université Paul Cézanne.

bureau.vae@univ-cezanne.fr - www.validationdesacquis.univ-cezanne.fr

LA PLATEFORME D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE

ACCUEILLIR, INFORMER, ORIENTER ET RÉORIENTER...

En particulier en repérant les étudiants en difficulté, susceptibles d'interrompre leur parcours, pour leur proposer une prise en charge individualisée qui leur permette de se réorienter.

Être un tremplin vers l'emploi. En facilitant et accompagnant l'insertion professionnelle des diplômés, qu'ils soient de formation initiale ou de formation continue, et ceci dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme.

CONTACT www.poip.univ-cezanne.fr

AIX-EN-PROVENCE

3, Avenue Robert Schuman – Rez-de-chaussée bâtiment Pouillon - 13628 Aix-en-Provence
Tél. 33 (0)4 42 21 59 87 – poip.aix@univ-cezanne.fr

MARSEILLE

Campus Universitaire de Saint-Jérôme / Avenue Escadrille Normandie-Niemen - 13013 Marseille
Tél. 33 (0)4 9 1 28 8 1 18 / 04 91 28 82 28 - poip.mrs-sj@univ-cezanne.fr
Centre Universitaire de La Canebière – 110/114 La Canebière - 13001 Marseille
Tél. 33 (0)4 96 12 61 73 - poip.mrs-can@univ-cezanne.fr



Directeur de la publication
M. le Doyen de la Faculté de Droit – Gilbert Orsoni

Conception et réalisation
Le Chef de Cabinet du Doyen
Christine Pesquies

Impression et reliure
D.P.S.I. de l'Université d'Aix-Marseille